

Un dispositif participatif d'accompagnement à la diffusion des savoirs : à la lisière du social, de l'épistémique et du politique

Le double numéro thématique de la revue Travail-Emploi-Formation, intitulé «*Médiations dans le travail social : chemins de traverse et voies transversales d'élaboration des savoirs*», vise à rendre compte d'une dizaine de projets proposés lors du congrès international de l'AIFRIS (Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale) organisé à Bruxelles en juillet 2022. Ce congrès dénommé «Paroles, expériences et actions des usagères et usagers dans l'intervention sociale : rendre visible l'invisible» avait pour ambition de décloisonner les espaces d'élaboration des savoirs sur l'intervention sociale en réunissant des actrices et acteurs issus des milieux professionnels, de la formation, de la recherche et de la société civile.

En introduction à ce premier volume, nous proposons un retour réflexif sur un dispositif collaboratif de partage et de diffusion de connaissances expérimenté à l'occasion du congrès. Celui-ci retrace les étapes de mise en relation des actrices et acteurs de l'intervention sociale aux positionnalités variées (Godrie & Dos Santos, 2017), pour ensuite questionner les défis et les freins inhérents à cet enjeu d'accessibilité et d'appropriation d'un espace académique auxquels le comité d'organisation du congrès a été confronté. En repensant les formats d'expression, les modalités d'accompagnement et d'accueil ou encore les conditions matérielles d'accès au congrès, ce dernier est devenu, par le choix de son format, un lieu inédit de fabrique et de diffusion des connaissances. Cette expérience contribue à la réflexion sur les conditions de production des savoirs, inspirée des travaux sur les luttes épistémiques, sociales et politiques inhérentes à leur reconnaissance (Fricker, 2007 ; Godrie *et al.*, 2018). C'est bien sur les coulisses de ce lieu que s'arrête le présent article, les effets produits par les échanges lors du congrès seront, quant à eux, présentés en introduction du deuxième volume de la revue.

1. Le congrès international comme laboratoire

En juillet 2019, l'Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale - AIFRIS décide d'organiser son neuvième congrès international en Belgique. Le pendant belge de l'association (l'Association Belge pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale - ABRIS) se positionne alors pour en porter l'organisation. Tant l'ABRIS que l'AIFRIS ont pour mission, depuis respectivement 2017 et 2019, de contribuer au croisement des savoirs entre acteurs et actrices mobilisé·e·s à différents titres sur le terrain de l'intervention sociale.

Une équipe se constitue autour de la coordination scientifique de l'événement, réunissant des chercheur·e·s, formateur·rice·s et professionnel·le·s. engagé·e·s dans des expériences variées de croisement de savoirs (recherches participatives, repérages de savoirs expérientiels, interrogations sur la politisation des questions de savoirs) et partageant un intérêt marqué pour inscrire leurs pratiques dans une mission de service à la société.

C'est à partir de l'intitulé «Paroles, expériences et actions des usagères et usagers dans l'intervention sociale : rendre visible l'invisible» que l'exercice de co-écriture d'un argumentaire pour l'appel à contributions est entamé par le comité scientifique belge, en collaboration étroite avec le comité scientifique permanent (CSP) de l'association internationale. Ce dernier, majoritairement composé de chercheur·e·s, de formateur·e·s et d'un nombre encore restreint de professionnel·les, se penchait depuis plusieurs années sur l'opportunité de concrétiser l'ouverture de l'association aux personnes concernées par l'intervention sociale. Des formats de contribution innovants avaient d'ailleurs déjà été proposés et éprouvés dans un certain nombre de congrès précédents, comme les «Carrefours de savoirs»¹ (Lelubre & Moriau, 2023), dans l'objectif d'ouvrir des espaces collectifs de réflexion sur les enjeux de l'intervention sociale. Ces espaces ont été démultipliés lors du congrès de Bruxelles.

Le choix collectif du thème du congrès traduisait une volonté de mettre à l'épreuve les nouvelles orientations de l'association internationale en faveur de l'adhésion des usagers et usagères de l'intervention sociale. Le congrès de Bruxelles allait alors devenir un laboratoire d'expérimentation de nouveaux formats d'expression contribuant au croisement des savoirs entre intervenant·e·s d'horizons multiples.

Un long cheminement a été nécessaire pour concrétiser ce projet commun, la rencontre d'acteur·e·s aux positionnalités variées et la mise en dialogue de leurs savoirs n'allant, en effet, pas de soi. Le congrès ne visait pas seulement à compiler des interventions aux formats variés, mais à faire dialoguer des points de vue situés autour de préoccupations communes.

1

Le «Carrefour de savoirs» est une méthodologie impliquant trois types d'acteur·e·s de l'intervention sociale (présents en nombre équivalent), rassemblés durant 3 à 4 heures autour de trois temps : un temps de parole exclusif à chacun des groupes d'acteurs et d'actrices sur des questions ou des objets qui leur ont été soumis avant la rencontre en guise de préparation à l'événement ; un temps d'échanges et un temps de synthèse. L'enjeu de cette approche est d'offrir à chacun des groupes des conditions d'expression leur permettant de transmettre leur point de vue et d'être écoutés, tout en contribuant à une discussion avec l'ensemble des participant·e·s.

2. Un déroulé d'actions visant à rompre avec la hiérarchisation des savoirs

Comment transformer un espace académique en lieu d'accueil pour divers acteur·e·s de l'intervention sociale ? Comment permettre le croisement des savoirs d'acteur·e·s aux positionnalités variées et issus de pays de la francophonie aux cultures diverses ? Comment prendre en considération les structures hiérarchiques qui lient les savoirs d'action et les savoirs savants pour tenter de réduire les asymétries qui en découlent ? Comment mettre en lumière des savoirs minorisés en veillant à ne pas les exploiter ou les dépolitiser ? Autant de questions qui ont jalonné le processus de co-construction qui était au cœur du dispositif de partage et de diffusion des connaissances et des défis rencontrés en chemin.

2.1. SOUTENIR LA LÉGITIMITÉ DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUTEUR·ICE·S

Sur le plan scientifique, un consensus général et enthousiaste a rapidement permis d'aboutir au choix d'une thématique permettant d'inclure de manière explicite la participation des personnes concernées dans son intitulé. Cependant, en ce qui concerne l'accueil des usagères et usagers et des professionnel·le·s à l'événement, de nombreux chemins de traverse ont dû être empruntés pour traduire cette ambition commune en actes concrets.

Un premier défi a concerné celui du langage utilisé dans l'appel à communication. Cet appel, ayant fait l'objet d'un processus de co-écriture fluide et nourri d'une attention marquée à l'usage d'un langage inclusif, allait rester discriminant pour toute personne ne maîtrisant pas les codes de la production scientifique. Comment concilier les normes universitaires et la recherche d'une légitimation de savoirs situés avec l'ouverture à des savoirs non reconnus (Code, 2014) ? Rester pris dans cette contradiction risquait d'annihiler l'ambition du congrès en entérinant de facto une inégalité : le fait qu'une personne, ou un groupe de personnes, ne puisse rendre compte de ses savoirs d'expérience du fait d'un déficit d'accès au langage commun. Cette injustice herméneutique (Fricker, 2007), elle-même générée par le nonaccès aux lieux d'élaboration des savoirs, était susceptible de perpétuer un état de marginalisation épistémique (Godrie *et al.*, 2018).

Il fallait donc mettre des ressources à disposition des futurs contributeur·ice·s, comme des outils langagiers et diverses médiations pour rendre les concepts accessibles et offrir différentes modalités d'expression pour leur permettre de communiquer leurs expériences et tenter de réduire les asymétries de positionnement (Godrie *et al.*, 2018 : 44). Parmi ces médiations, la création de formats diversifiés de contribution constituera une première clé.

L'accroche par des formats qui résonnent avec les pratiques et médiations développées par les actrices et acteurs de première ligne ne pouvait cependant pas suffire à garantir la participation effective des porteur·e·s de projets. Par conséquent, des comités d'accompagnement ont été mis sur pied pour soutenir la participation des personnes qui s'engageaient dans les formats dits «alternatifs». Ils étaient animés par un trio de personnes aux postures distinctes issus du monde de la recherche, de la formation, des milieux professionnels et/ou de collectifs d'usagères et usagers. Ces comités ont permis de repérer des projets et d'établir des contacts rapprochés avec les futurs contributeur·ice·s. Cette prise de contact visait à les convaincre du caractère légitime et utile de leur contribution à l'élaboration des connaissances et, le cas échéant, à leur proposer un accompagnement à la formalisation de leurs

savoirs d'expérience. Il s'agissait donc d'éviter l'anticipation négative à pouvoir contribuer au débat, dans un contexte où les capacités d'une personne ou un groupe de personnes à transmettre un savoir sont généralement déniées ou empêchées, que ce soit en raison de l'exclusion de leur expérience sociale de l'herméneutique collective ou de la légitimité accordée à leur témoignage et à cette même expérience (Fricker, 2007).

2.2. LE DÉCLOISONNEMENT COMME FONDEMENT AU CONGRÈS

C'est dans une préoccupation de déployer des outils langagiers diversifiés que le langage pictural a été utilisé pour rendre compte de la démarche et de l'ambition propres au congrès, à savoir faire du congrès un espace ouvert d'expérimentation de la diffusion et de la co-construction de savoirs en vue de bâtir des ponts entre savoirs savants et savoirs d'action. Il s'agissait de faire alliance avec une diversité d'acteur·e·s à cette fin, et nécessairement, d'œuvrer ensemble pour désétiqeter les positions de chacun·e (Lermert, 1974).

Pour partager cet enjeu d'ouverture à de nouveaux publics, nous avons fait appel à une illustratrice, Noémie Gillet, qui a eu pour mission de traduire en dessins l'ambition de décroisonnement entre les savoirs et les positions des actrices et acteurs de l'intervention sociale portée par le congrès. Un scénario graphique a été élaboré, dans lequel chaque planche illustre de manière métaphorique le parcours de chercheur·e·s, formateur·rice·s, professionnel·le·s et usager·ère·s, avec des étapes de déconstruction de piliers et de reconstruction d'un jardin de savoirs partagés.

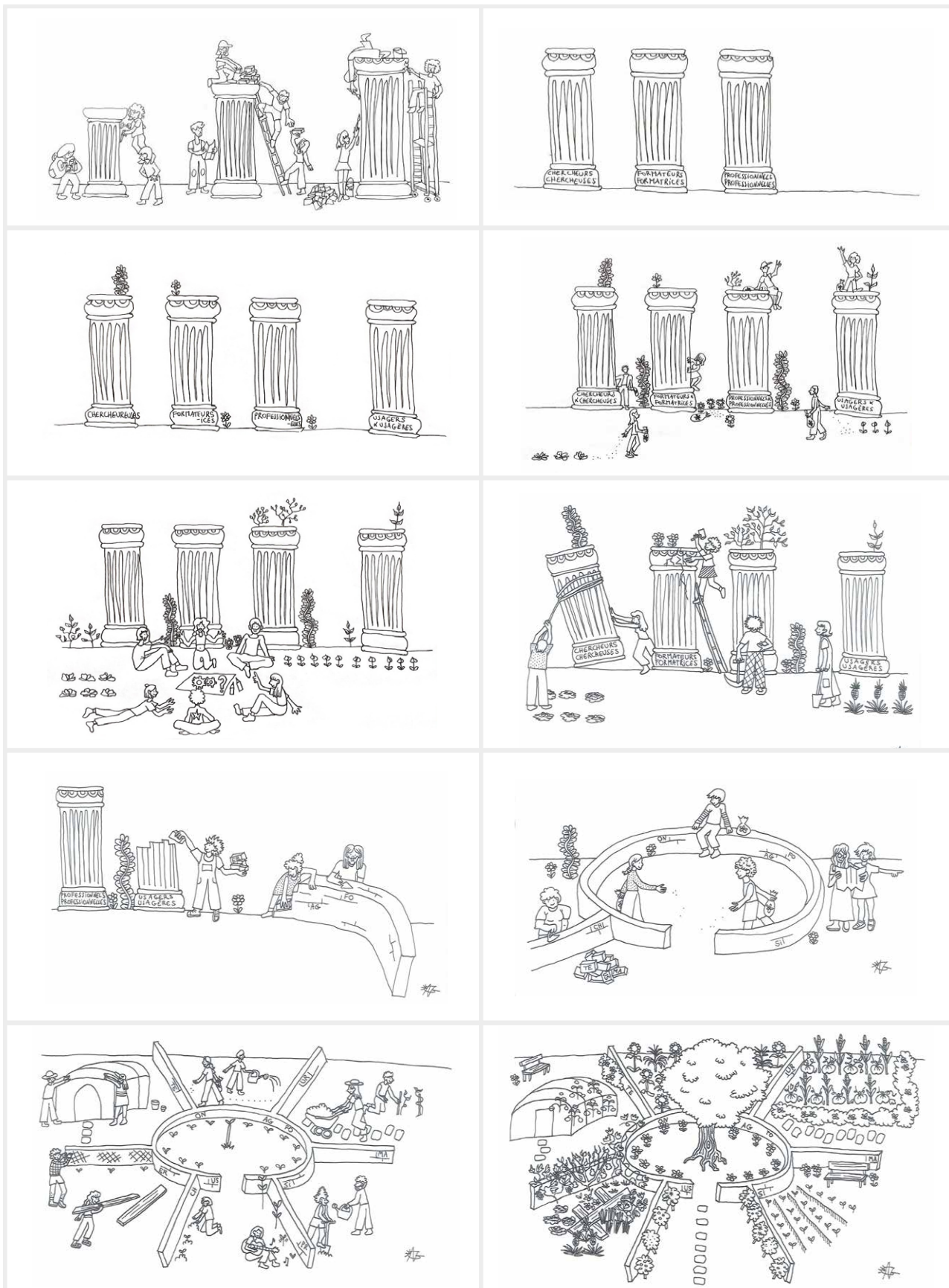
Ce scénario graphique (voir ci-dessous) a été utile pour expliquer aux personnes impliquées le sens des démarches, de manière à la fois efficace et appropriée à divers types de publics. Il convient de souligner ici que les intérêts de la médiation du langage artistique ne se réduisent pas à une forme de vulgarisation destinée aux seuls usager·ère·s et professionnel·le·s, elle revêt un intérêt identique pour les publics académiques. Cette médiation a facilité la création d'une communauté de langage et d'expression à partir des planches et a ouvert un champ de rencontres et d'échanges comme moyen pour rassembler de manière conviviale les actrices et acteurs impliqué·e·s dans la mise sur pied de cet événement scientifique où différentes formes de savoirs et communications étaient bienvenues.

2.3. DES FORMATS D'EXPRESSION DIVERSIFIÉS ET NON HIÉRARCHISÉS

En plus des communications classiques en ateliers (organisés en trois interventions successives d'une vingtaine de minutes), des formats de contributions dits «alternatifs» ont donc été proposés tels que la «présentation et l'animation d'outils coconstruits par et avec des usagères et usagers» et des «contributions artistiques». Notons que ces divers formats de communication ne visaient pas un type d'acteur·e en particulier : chacun·e, qu'il ou elle soit chercheur·e, formateur·rice, professionnel·le ou personne accompagnée, était libre de choisir son format de contribution.

Tous les types de contributions ont été repris sous l'appellation «atelier», avec une animation structurée et harmonisée. Un·e animateur·e, le·la «président·e de séance» était garant·e de ce déroulement ritualisé : un temps d'introduction pour présenter les intervenant·e·s, un temps d'intervention destiné à la présentation d'une recherche ou d'une expérience devant un auditoire, d'une séquence théâtrale ou d'un atelier de danse participatifs, ou encore de la pratique d'un jeu, de la découverte de photographies ou d'un parcours sonore pour terminer sur un temps d'échanges.

Processus de déconstruction de piliers et reconstruction d'un jardin de savoirs partagés



Illustrations © Noémie Gillet

Les ateliers outils visaient à s'arrêter, durant 1h30, sur le processus de co-construction du projet ou de l'outil participatif développé avec les bénéficiaires, en soulignant la manière dont ces outils ou projets pouvaient servir d'appui à l'expression de difficultés et problématiques vécues par le public de l'intervention sociale, mais aussi à la réflexion sur les leviers permettant de surmonter ces difficultés. Le deuxième temps de l'animation devait favoriser l'appropriation des outils par les congressistes présent·e·s dans l'atelier à travers leur participation active.

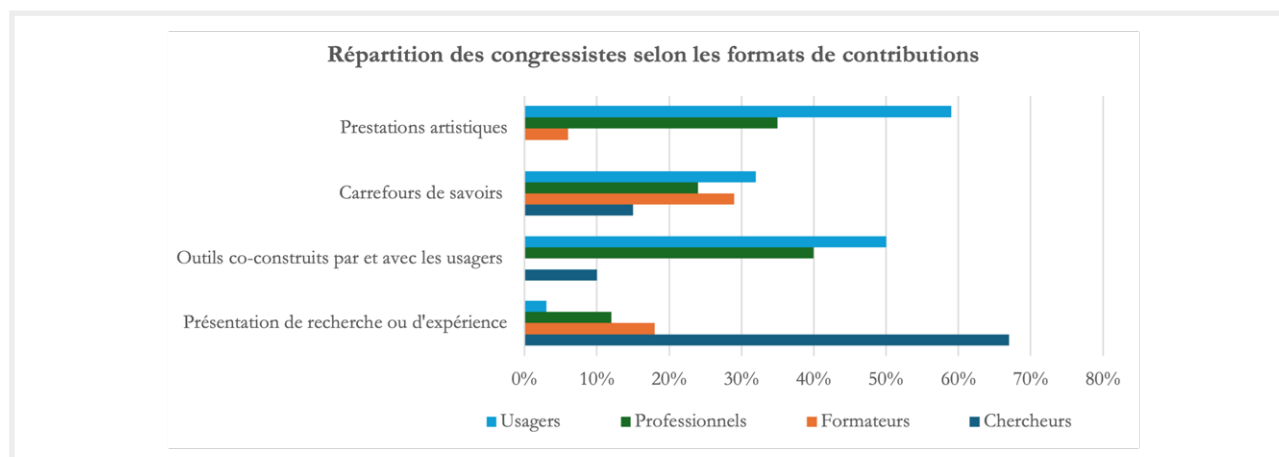


En ce qui concerne les contributions artistiques, le risque était grand de les voir réduite à des formes de divertissement en marge des espaces de réflexion. Les événements scientifiques sont en effet aujourd'hui souvent ponctués d'interludes artistiques offrant des espaces de respiration aux congressistes. Il convenait de rappeler que les communications sous forme de contributions artistiques ne s'inscrivaient pas dans le registre récréatif mais bien dans le registre scientifique. Les personnes étaient invitées, durant 1h30 également, à présenter le processus de créatif et participatif lié à un spectacle de musique, de danse, de théâtre ou d'expression corporelle, ou encore à une exposition, en invitant ensuite les congressistes à découvrir la prestation, voire à y prendre part.

La recherche d'un équilibre entre un modèle linéaire transmissif et un modèle participatif dans la structure de l'ensemble des ateliers avait pour vocation de réduire les hiérarchies implicites entre les savoirs savants et les savoirs d'action (Burnay, 2019 ; Vaillancourt, 2019) et de favoriser le croisement des expériences et les savoirs. Les ateliers étaient, en ce sens, devenus des espaces d'apprentissage et d'expérience.

3. Une participation tributaire d'arbitrages financiers

L'objectif d'ouverture de l'espace académique à des publics diversifiés aura été largement atteint, avec plus d'un tiers de participant·e·s issu·e·s des milieux professionnels et des collectifs d'usagères et usagers. Près de vingt-huit ateliers dits «alternatifs» ont été organisés, à côté de la septantaine d'ateliers dits «classiques».



L'usage majoritaire du format de communication traditionnel par les chercheur·e·s peut renvoyer à des «logiques individuelles et de surspécialisation qui caractérisent les milieux académiques» (Godrie, 2019 : 10) mais doit aussi être considéré au regard des pressions à la productivité scientifique auxquelles les chercheur·e·s font face. Il traduit probablement aussi le caractère encore marginal de dispositifs d'enquêtes inscrits dans la tradition de la recherche participative au sein de la communauté scientifique (Rullac, 2018). Cette forme de repli épistémologique, s'il permet la circulation des savoirs dans la communauté scientifique, laisse, en tous cas, peu de marge pour le recours à des voies d'expression alternatives. L'enjeu du recours à des formats d'expression multiples permet de mettre en perspective les leviers, politiques et institutionnels, susceptibles d'être mobilisés pour réduire les asymétries de positionnement (Godrie, 2019) et de contribuer à relier les enjeux de production scientifique aux enjeux de société, notamment ceux relayés par les composantes les plus fragilisées de la société.

Il reste que si la participation massive de praticien·ne·s et des représentant·e·s de collectifs d'usagères et usagers aura été facilitée par le biais de formats d'expression variés, leur présence aura nécessité de nombreux arbitrages sur le plan financier. Participer à un congrès international a un coût, en termes d'inscription, de logement, de déplacement qui sont appréhendés différemment suivant les acteur·e·s. Les instances de pilotage de l'association internationale - AIFRIS, majoritairement composée de chercheur·e·s et de formateur·rice·s issu·e·s de milieux académiques de différents pays de la Francophonie, présentent des cultures de travail différentes et des visions parfois opposées sur les facteurs bloquant ou facilitant la participation aux événements scientifiques. Des étapes préalables de concertation, de débat, parfois de conflit (en ce compris de valeurs) et de négociation ont été nécessaires à la conciliation autour des modalités de participation des actrices et acteurs des milieux professionnels et des personnes concernées au congrès. Si les chercheur·e·s disposent de temps de travail et de financements favorisant leur participation à des événements scientifiques comme les congrès, la participation des professionnel·le·s reste tributaire de l'acceptation de leur employeur de

libérer leurs équipes à des temps de réflexion dont la portée est difficilement saisissable, notamment au regard des contraintes d'organisation du travail qu'elles engendrent. Quant aux formateur·rice·s dont les activités de recherche sont encore peu reconnues, leur participation est sujette à de perpétuelles négociations avec leurs établissements de formation. Quant aux usager·e·s, ils ne disposent généralement ni de l'un, ni de l'autre.

Dans ce contexte, malgré tout le soin porté au dispositif d'accueil au congrès, de nombreux débats ont fait réapparaître au premier plan, non pas les luttes épistémiques mais les luttes de classes dans une perspective intersectionnelle (Bilge & Hill Collins, 2023). Le comité d'organisation belge aura dû mettre sur pieds des fonds de solidarité pour contourner cet obstacle financier majeur et financer la participation des représentant·e·s des différents piliers issus des quatre coins de la Francophonie. En cela, on peut considérer que le congrès aura également éprouvé «des pratiques épistémiques de résistance mises en œuvre au quotidien par des individus, des collectifs et des institutions pour donner naissance à des configurations plus égalitaires entre les savoirs» (Médina, 2013).

4. Formaliser les expériences de croisement des savoirs dans un cadre académique

Les auteur·e·s de ce double numéro, qu'ils soient rôdé·e·s ou novices dans la rédaction d'articles scientifiques, ont été invité·e·s à formaliser leurs connaissances, en bénéficiant, le cas échéant, d'un accompagnement inscrit dans la continuité des initiatives développées par l'Université libre de Bruxelles pour associer les personnes concernées par l'intervention sociale. Une orientation politique qui concrétise la mission de service à la collectivité de l'université.

Les quatre articles du présent numéro illustrent, sous forme de compte rendus d'expériences (Chanson *et al.* ; Hunt *et al.*), de recherche collaborative (Montplaisir *et al.*) et d'une réflexion (Loser), les points de vue de différents actrices et acteurs concerné·e·s par l'intervention sociale : des chercheur·e·s, des professionnel·le·s, des usager·ère·s, des formateur·rice·s. Chacun aborde un ou des sujets différents, comme l'art, le travail, l'éducation permanente, la pauvreté, la ruralité, etc. à partir d'un point de vue situé dans son champ d'action.

Ils et elles ont pour trait commun de se pencher sur les médiations qu'ils mettent en œuvre pour coconstruire leurs actions dans une dynamique inclusive, débouchant souvent sur des innovations. Ces auteur·e·s créent des opportunités de rencontres, défrichent les voies des pratiques professionnelles et de recherche, bâtissent des ponts et forment des alliances, avec en finalité, une attention aigüe à la justice sociale. Ce panel de contributions offre un regard sur les mécanismes à l'œuvre dans la production de connaissances au sein de dispositifs inclusifs et collaboratifs. Ils mettent également en évidence certaines facettes des inégalités épistémiques.

Francis Loser propose une réflexion sur la médiation de l'art dans les congrès scientifiques en se penchant sur les effets des expériences esthétiques dans le croisement des savoirs et la production des connaissances. En parcourant les différents types de contributions artistiques proposés lors du congrès de juillet 2022 qui nous occupe (exposition de photographies, scènes de théâtre, danse), il

analyse la hiérarchie des modes d'expressions et les potentialités offertes par l'art pour rendre possible une diversité de langages.

François Chanson, Jessica Piccinini et les acteur·rices du collectif Créa2Mains présentent le compte-rendu d'une expérience de co-construction d'initiatives au service de la société portée par des professionnel·le·s et des usagers·ère·s mise en œuvre notamment dans le cadre de l'organisation du congrès. L'analyse des médiations mobilisées dans ces projets menés dans le cadre d'un service d'insertion sociale belge (Centre Public d'Action Sociale) débouche sur une réflexion concernant les conceptions du travail salarié et présente un point de vue sur leurs différentes expériences de contribution scientifiques à l'événement : la co-écriture d'un texte pour les Actes du Congrès et l'évaluation de leur résumé de communication. Ils et elles s'expriment ponctuellement sur leur réception de la mise à l'écart d'une formule au motif d'éloignement des codes académiques.

Jacinthe Montplaisir, Lucie Gélinau, Annie Fréchette et Julie Richard rapportent des expériences concrètes de co-construction des savoirs qui mobilisent, au Québec, des personnes en situation de pauvreté. Elles retracent le soutien déployé par le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural pour développer une «communauté de pratique RAP» (recherche-action participative) associant des acteur·rice·s citoyen·nes investi·e·s en recherche hors des milieux universitaires. Le projet mené par l'équipe de recherche citoyenne «Nos communautés AVEC», présentée au Congrès de Bruxelles, permet alors de rendre compte des outils de médiation nécessaires pour rendre effective cette ambition de gouvernance inclusive au sein d'espaces conçus pour créer et décider ensemble.

Enfin, le dernier article du dossier de ce premier volume, co-écrit par **Pascale Thys et Marie-Ange Hunt**, porte sur le retour d'une expérimentation transfrontalière réalisée en France et en Belgique apportant une réflexion sur l'accompagnement social des jeunes en état de vulnérabilité, tant sous l'angle méthodologique que conceptuel. La démarche inductive et de co-construction à l'œuvre tout au long du projet Habitat Défi Jeunes permet de rendre compte des logiques partenariales entre des acteurs et actrices de l'intervention sociale et de l'enseignement autour de la création d'un cluster économique transfrontalier devant nécessairement tenir compte des spécificités territoriales et institutionnelles.

Hors dossier, dans la rubrique varia, **Cécile Piret** propose une analyse sur le Parti du Travail de Belgique (PTB) implanté dans la région de Liège et notamment auprès des ouvriers de la sidérurgie. L'autrice tente de comprendre le processus d'émergence de cette force politique en l'inscrivant dans les transformations profondes du secteur de la sidérurgie et l'entreprise mondialisée et financiarisée qu'est ArcelorMittal (2014-2016), les changements dans les modes d'encadrement politique et institutionnel des conflits ouvriers et dans l'histoire régionale et syndicale. L'article met en exergue l'héritage social-démocrate du PTB et ses spécificités locales qui lui ont permis de se déployer et d'obtenir l'adhésion d'une partie des ouvriers et des représentants syndicaux de cette entreprise.

AUTEURES

Aline BINGEN, professeure à l'Université libre de Bruxelles affiliée au centre de recherche METICES - Aline.bingen@ulb.be

Laetitia MÉLON, maîtresse de conférences à l'Université libre de Bruxelles affiliée au centre de recherche METICES - laetitia.melon@ulb.be

Bénédicte WANTIER, maître-assistante en langue française, formation initiale des éducateurs spécialisés à la Haute École en Hainaut - benedicte.wantier@heh.be

Bibliographie

- BILGE S., HILL COLLINS P., 2023, *Intersectionnalité. Une introduction*, Éditions Amsterdam.
- BURNAY N., 2019, «De la difficile rencontre entre savoirs savants et savoirs d'action.», *SociologieS*, [En ligne], consulté le 15 mars 2024. <https://doi.org/10.4000/sociologies.11542>
- CODE L., 2014, «Ignorance, Injustice and the Politics of Knowledge», *Australian Feminist Studies*, vol. 29, n° 80, p. 148-160.
- FRICKER M., 2007, *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*, Oxford, Oxford University Press.
- GODRIE B., DOS SANTOS M., 2017, «Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance», *Sociologie et sociétés*, vol. XLIX, n°1, p. 7-31. [En ligne], consulté le 12 décembre 2023. <https://doi.org/10.7202/1042804ar>
- GODRIE B., OUELLET G., BASTIEN R., BISSONNETTE S., GAGNÉ J., GAUDET L., GONIN A., LAURIN I., MCALL C., MCCLURE G., RÉGIMBAL F., RENÉ J-F., TREMBLAY M., 2018, «Les espaces de participation et la recherche dans le champ des inégalités sociales», *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 30, n°1. [En ligne], consulté le 12 décembre 2023. <https://doi.org/10.7202/1051406ar>
- GODRIE B., 2019, La co-construction des savoirs au prisme de l'épistémologie et des inégalités sociales. *SociologieS*. [En ligne], consulté le 12 décembre 2023. <https://doi.org/10.4000/sociologies.11620>
- LELUBRE M., MORIAU J., 2023, «Le «Carrefour de savoirs» comme espace d'expérimentation pour la recherche collaborative», *Écrire le social*, 2023/1 (N° 5), p. 45-57. [En ligne], consulté le 4 octobre 2023. <https://www.cairn.info/revue-ecrire-le-social-la-revue-de-l-aifris-2023-1-page-45.htm>
- MEDINA J., 2013, *The Epistemology of Resistance: Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and Resistant Imaginations*, New York, Oxford University Press.
- RULLAC S., 2018, «Recherche Action Collaborative en travail social : les enjeux épistémologiques et méthodologiques d'un bricolage scientifique», *Pensée plurielle*, n° 48, p. 37-50. [En ligne], consulté le 12 décembre 2023. <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2018-2-page-37.htm>
- VAILLANCOURT Y., 2019, «De la co-construction des connaissances et des politiques publiques», *SociologieS*, [En ligne], consulté le 12 mars 2024. <https://doi.org/10.4000/sociologies.11589>